

# « RFI voix de la France ou voix de Kagame ? »

Pierre Péan

*Noires fureurs, blancs menteurs : Rwanda 1990-1994*

*Fayard/Mille et une nuits, 2005.*

## **Mission d'étude sur le Rwanda**

Retranscription des journaux Afrique de RFI  
1990 - 1994

*Tome II*

*1<sup>er</sup> janvier 1994 – 18 juillet 1994*

Vanadis Feuille  
Pierre-Edouard Deldique

Octobre 2006

# SOMMAIRE

Janvier 1994	p. 3
Février 1994	p. 8
Mars 1994	p. 17
Avril 1994	p. 22
Mai 1994	p. 129
Juin 1994	p. 217
Juillet 1994	p. 331



# Janvier 1994

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 2 janvier 94 (1994 JAF 0002)

## 477/ Afrique matin (1994 JAF 0002 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le feuillet de la mise en place du gouvernement de transition. C'est maintenant le président Habyarimana qui refuse d'investir la nouvelle équipe. Le FPR veut maintenant faire appel à l'Onu.

P : Un nouveau ratage, un de plus, pour la mise en place du gouvernement de transition pourtant prévu par les accords de paix d'Arusha... D'après le Premier ministre, c'est maintenant le président Habyarimana qui refuse la nouvelle équipe. Arguant d'abord des dissensions à l'intérieur de l'opposition..., arguant aussi du fait qu'on ne lui a pas vraiment demandé son avis sur la date de mise en place de cette nouvelle équipe. Le Premier ministre demande instamment à toutes les parties de trouver un terrain d'entente d'ici mercredi. Mercredi, c'est à cette date qu'un rapport doit être remis au Conseil de sécurité sur l'état d'avancement de l'application des accords d'Arusha. Du côté du FPR, on déclare vouloir en appeler à la Minuar.

**Itw de Jacques Bihozagara, ex-porte-parole du FPR en Europe, et surtout futur vice-Premier ministre chargé du retour des réfugiés (Monique Mas) :**

«... Nous demandons à la Minuar de faire les pressions qui s'imposent... surtout auprès du président Habyarimana pour qu'il accepte de s'engager sur la voie de la mise en place des institutions de la transition... Il faut que le président Habyarimana nous donne les raisons de son refus ou alors qu'il nous dise exactement ce qu'il veut. »

## 478/ Afrique midi (1994 JAF 0002 B)

P = Pascal Gauthier

T = ...Le président Habyarimana refuse d'investir le nouveau gouvernement. Il affirme qu'il n'a pas été mis au courant de la date de la mise en place de la nouvelle équipe. Il invoque aussi des dissensions au sein des partis d'opposition.

**Itw de Jacques Bihozagara, ex-porte-parole du FPR en Europe, et surtout futur vice-Premier ministre chargé du retour des réfugiés (Monique Mas) :**

Diffusée le matin



• **Journaux Afrique du 4 janvier 94 (1994 JAF 0004)**

**479/ Afrique matin (1994 JAF 0004 A)**

**P = Philippe Leymarie**

**P :** Incompréhensible, inacceptable, inquiétant, ce sont les termes de l'émissaire des Nations unies au Rwanda, pour qui ce début d'année commence bien mal.

**Itw de Jacques Roger Booh Booh, le représentant du secrétaire général des Nations unies au Rwanda (Muriel Pomponne) :**

« Nous sommes très inquiets... La communauté internationale est très, très préoccupée car le 5 janvier, le Conseil de sécurité va se réunir pour évaluer les progrès qui ont été faits... Si les institutions ne sont pas en place, cela risque de ne pas être apprécié par certaines puissances membres du Conseil de sécurité.

**(Q. de M. P. : Mais si toutefois ce gouvernement ne pouvait pas être formé ? Qu'est-ce qui se passerait ?)**

Là c'est une hypothèse que je ne veux pas pour le moment envisager. Si cela arrivait, tous les périls seraient là. Parce que nous avons sur le terrain deux grandes armées, qui font plus de 50 000 personnes. Tous les périls seront là. »

- **Journaux Afrique du 6 janvier 94 (1994 JAF 0006)**

**480/ Afrique matin (1994 JAF 0006 A)**

**P = Philippe Leymarie**

**P :** ...On était dans l'impasse hier soir...

**Pap. d'Adalla Benraad :**

« Même si le président Habyarimana a bien prêté serment hier mercredi matin, les députés eux ne l'ont pas fait. La séance devait avoir lieu dans l'après-midi mais le chef de l'Etat l'a suspendue en raison de l'absence de plusieurs députés, et surtout celle du président de la Cour constitutionnelle. L'origine de ce litige, la liste des députés du parti libéral présentée par le chef de l'Etat. Elle ne correspondrait pas, selon le président de la Cour, à celle soumise dans les délais prévus par les accords de paix... Ce contretemps risque d'irriter les Nations unies... Aujourd'hui, fait nouveau, pour la première fois le Rwanda siège en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité. Reste à savoir si cette place lui permettra de trouver plus facilement une issue à cette crise. »



- Journaux Afrique 8 janvier 94 (1994 JAF 0008)

**481/ Afrique matin (1994 JAF 0008 A)**

P = Danielle Lefèvre

P : On attend l'arrivée d'un nouveau bataillon de quelques 1 000 casques bleus. Un contingent qui va venir renforcer le contingent de la Minuar déjà présent. C'est le Conseil de sécurité qui en a décidé ainsi en dépit ou peut être à cause des retards pris pour l'application des accords de paix.

**Pap. de Monique Mas :**

«L'Onu presse le pas...Un millier d'hommes dont le déploiement en zone démilitarisée avait été initialement prévu pour février, mars 94. Mais l'Onu s'impatiente car cette phase de son programme devait accompagner l'installation des institutions de transition attendue depuis fin décembre. Le Conseil de sécurité menace de reconsidérer son appui si l'accord de paix n'est pas appliqué intégralement et rapidement. C'est le volet « partage du pouvoir » qui fait obstacle... Aujourd'hui, le chef de l'Etat est en désaccord avec le président de la Cour constitutionnelle et avec la majorité de la classe politique sur la liste des députés. Du moins sur celles qui sont présentées par les deux factions concurrentes du parti libéral. L'une avait été dressée avant l'explosion du parti. L'autre ressemble à un cheval de Troie de l'ancien parti unique. »

- Journaux Afrique 15 janvier 94 (1994 JAF 0015)

**482/ Afrique soir (1994 JAF 0015 C)**

P = Edmond Sadaka

**Invité :** Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre.

P : ...Pour l'instant, la seule instance de la transition entrée en vigueur, c'est celle de la République. Après de multiples atermoiements, Juvénal Habyarimana a finalement prêté serment le 5 janvier...mais il invoque des crises internes...pour retarder la prise de fonction du Parlement et du gouvernement de transition. Derrière tout cela, une tentative présidentielle de regonfler sa mouvance, c'est en tout cas l'avis du Premier ministre.

**Itw d'Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre (Monique Mas) :**

"...Pour ce qui concerne le MDR...le chef de l'Etat exige qu'il y ait des membres de sa mouvance au sein du gouvernement. Ce que n'accepte pas le Premier ministre

désigné. Pour ce qui concerne le parti libéral, c'est une manipulation jamais vue au monde, où le parti a choisi ses députés le 5 septembre 1993. Quelques mois après, le président du parti choisit ses propres députés, qui viennent à peine de quitter le MRND ou le CDR. Voilà ce qui bloque... On discute en ce moment... Pour moi, je ne dois rien discuter. Ce sont des problèmes réglés.

**(Q. de M. M. : Quel espoir vous reste-t-il de voir cette situation se dénouer, disons rapidement ?)**

C'est vraiment difficile à dire... S'il y a des problèmes au sein du parti MDR et du parti libéral, ce sont des problèmes internes aux partis politiques. Et le chef de l'Etat devrait se tenir au-dessus de cette mêlée.

**(Q. de M. M. : Pendant ce temps, un certain nombre de problèmes graves restent pendants. Je pense notamment à la question des réfugiés, de tous les déplacés de l'intérieur. On dit par exemple qu'il y a certains réfugiés qui commenceraient à rentrer spontanément au pays d'Ouganda ?)**

Exact... Des réfugiés rentrent dans le désordre... En plus de tous les problèmes économiques que nous avons actuellement. Puisqu'on devait normalement commencer à négocier la 2<sup>ème</sup> tranche du programme d'ajustement structurel. Nous avons des problèmes avec les institutions financières, la Banque mondiale et le FMI. A cela s'ajoute la famine qui commence à faire rage dans plusieurs régions du pays. Nous pensons donc que l'urgence s'impose pour que ces institutions soient mises en place pour essayer de régler les problèmes cruciaux du pays. »

- Journaux Afrique 16 janvier 94 (1994 JAF 0016)

**483/ Afrique matin (1994 JAF 0016 A)**

Pas de mention du Rwanda.

Contenu de la notice Loris :  
Rwanda (M.MAS) son 1er ministre

- Journaux Afrique 25 janvier 94 (1994 JAF 0025)

**484/ Afrique soir (1994 JAF 0025 D)**

P = Yves Roche

T = Une organisation humanitaire américaine accuse la France, l'Egypte et l'Afrique du sud de soutenir le gouvernement dans le conflit.

P : Human Right Watch critique la France mais aussi l'Egypte et l'Afrique du sud pour leur implication au Rwanda. Dans une lettre au président français,



l'organisation affirme que l'activité des militaires français au Rwanda revient à une participation directe au conflit.

**Pap. de Monique Mas :**

« Selon Africa Watch, l'Égypte aurait vendu pour six millions de dollars d'armes au gouvernement rwandais en 92 : des pièces d'artillerie, des mines, des fusils d'assaut. Un contrat qui aurait été financé avec la garantie de la banque publique française, le Crédit Lyonnais. Selon le rapport, la France a d'ailleurs constitué le principal soutien militaire de Kigali comme fournisseur d'armes pendant toute la durée du conflit, d'octobre 90 et même après la signature de l'accord de paix en août 93. Paris aurait notamment fourni des hélicoptères gazelles. Mais surtout Africa Watch estime que les troupes et les instructeurs français ont été directement impliqués dans le conflit. L'Ouganda, pour sa part, aurait apporté un appui militaire aux rebelles du FPR. Un soutien en armes et munitions mais aussi comme base arrière. Quant aux armes sud-africaines, elles auraient contribué à l'équipement aussi bien du FPR que des forces gouvernementales. Mais au total, Kigali aurait acheté pour près de six millions de dollars d'armement sud-africain en infraction avec l'embargo de l'Onu contre les exportations militaires de Pretoria. »

- Journaux Afrique 26 janvier 94 (1994 JAF 0026)

**485/ Afrique midi (1994 JAF 0026 C)**

P = Donaig Le Du

P : Des Rwandais d'ethnie tutsie, installés pour certains depuis des années dans les pays voisins, ont commencé à rentrer chez eux spontanément. Depuis le début de ce mois, 2 à 3 000 d'entre eux sont arrivés avec leur troupeau de vaches et leurs bagages.

**Itw de Landoald Ndasingwa, ministre chargé du dossier des réfugiés (Monique Mas) :**

« Dans la région de Muvumba, tenue par le FPR, il y a déjà plus de 300 familles qui sont arrivées avec leur bétail... Les conditions d'assistance ne sont pas en place. Le HCR n'est pas préparé et n'a pas de budget pour les retours spontanés. Je peux vous dire qu'au Burundi, il y a 5 000 personnes qui sont en stand by et encore un autre groupe de 2 000 qui attend la première occasion pour revenir... »

P : Le problème est d'autant plus grave qu'aucune opération de réinsertion ne peut être organisée tant que les institutions de transition ne sont pas en place à Kigali.

# Février 1994

P = présentateur

T = titres du journal

## - Journaux Afrique du 17 février 94 (1994 JAF 0048)

### **486/ Afrique midi (1994 JAF 0048 B)**

P = Donaig Le Du

T = Les Nations unies s'inquiètent du blocage politique au Rwanda...Le représentant des Nations unies à Kigali estime aujourd'hui que la situation en matière de sécurité se détériore considérablement. Il soupçonne même les anciens belligérants de distribuer des armes à la population civile.

P : Les responsables de la Minuar accusent les anciens belligérants des deux bords de mettre en place des camps d'entraînement et les soupçonnent de distribuer des armes à la population civile.

#### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

«Le représentant de l'Onu est alarmiste. Les différentes parties sont plus tournées vers la confrontation armée que vers l'exécution de l'accord de paix, vient-il de déclarer. Des accrochages sporadiques dans la zone démilitarisée entre soldats gouvernementaux et forces du FPR, la mise en place de camps d'entraînement militaires par les anciens belligérants et maintenant des soupçons sur une distribution massive d'armes à la population, sont autant d'éléments qui alimentent les craintes de la mission de l'Onu. Les armes risquent d'autant plus de parler que le processus politique est totalement bloqué depuis plusieurs semaines... Le Conseil de sécurité de l'Onu s'apprête à publier une déclaration appelant toutes les parties à poursuivre le dialogue. »

### **487/ Afrique soir (1994 JAF 0048 C)**

P = Christophe Boisbouvier

T = Les Nations unies craignent une reprise des combats après six mois de paix fragile.

P : L'émissaire des Nations unies est de plus en plus inquiet....

#### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

Diffusé le matin



- Journaux Afrique du 19 février 94 (1994 JAF 0050)

**488/ Afrique matin (1994 JAF 0050 A)**

P = Danielle Lefèvre

P : On n'en finit plus d'attendre la mise place des institutions de transition prévues par les accords d'Arusha. Du coup, il y en a qui en profite. Depuis quelques temps, il est question de la mise en place de camps d'entraînement militaires ... Le chef de la Minuar constate mais ne veut pas tomber dans le pessimisme.

**Itw de Roméo Dallaire, chef de la Minuar (Muriel Pomponne) :**

«On a eu des incidents de bris de cessez le feu au nord est de la zone démilitarisée. On a rapporté des incursions de patrouilles, de pelotons dans la zone démilitarisée. Les deux côtés se sont accusés de faire un peu de recrutement pour amener de nouvelles recrues dans leur camp.

**(Q. de M. P. : Est-ce que vous avez l'impression que l'on va vers une escalade de la violence et une remise en cause de l'accord de paix ?)**

Je pense que c'est allé peut être un peu vite, un peu loin. Dans les circonstances où on a deux armées, encore dans leurs positions de défense, où on voit la situation économique, le ravitaillement, devenir de plus en plus difficile. Je considère que dans ces conditions-là, c'est tout à fait naturel qu'à l'occasion, il y ait des manques de discipline ou des situations de frustration qui, malheureusement, vu qu'ils sont armés, nous amènent des scénarios épouvantables. »

- Journaux Afrique du 21 février 94 (1994 JAF 0052)

**489/ Afrique matin (1994 JAF 0052 A)**

P = Muriel Pomponne

P : Tous les partis politiques enfin d'accord pour former un gouvernement et un parlement de transition. Ces nouvelles institutions doivent être mises en place demain mardi...La communauté internationale, et en particulier les Nations unies, ont multiplié les pressions pour inciter les Rwandais à trouver un accord. Mais la situation politique est toujours tendue comme le montrent les affrontements qui ont eu lieu hier entre membres de différents partis politiques. D'après l'actuel Premier ministre, les violences auraient fait plusieurs blessés graves et peut être même des morts.

Le papier de Monique Mas n'est pas diffusé.

Contenu de la notice Loris : RWANDA NOUV GVT PAP M MAS



## 490/ Afrique midi (1994 JAF 0052 B)

P = Donaig Le Du

T = La violence politique au Rwanda avec cinq morts hier à Kigali, selon les Nations unies. Les violences ont éclaté alors que des membres de partis politiques essayaient d'arrêter un rassemblement organisé par le MDR, le principal parti d'opposition. Par ailleurs, on apprend que les institutions de transition pourraient être installées demain.

P : Le Rwanda partagé entre la violence et l'espoir aujourd'hui...

**Itw d'Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre (Thierry Perret) :**

« C'est une première fois, qu'ici à Kigali, des gens animés d'une mauvaise volonté, ont perpétré des violences contre les membres du parti MDR, qui voulaient se rendre à des meetings organisés au stade Nyamirambo. Dans le MDR, s'est créée une faction qui s'est donné le nom de « Power » et cette faction a donc voulu ne pas permettre la tenue des meetings du parti MDR.

**(Q. de T. P. : Est-ce que ce genre d'évènements à deux jours de la mise en place des institutions de la transition n'apparaît pas un peu comme une provocation et est-ce que cela ne risque pas de remettre en cause le processus ?)**

Normalement le processus ne devrait pas être remis en cause parce que c'est une provocation bien sûr. Mais le parti MDR s'est refusé à répondre à la provocation. »

**Pap. de Monique Mas :**

« Finalement, les chefs de partis en sont revenus à la clause de l'accord de paix qui prévoit l'exclusion de tout signataire qui serait incapable de pourvoir les postes attribués dans les institutions de transition. Un sursis d'un mois est tout de même accordé au principal visé, le parti libéral, qui a éclaté en deux factions rivales. Si elles ne s'entendent pas d'ici mardi sur des candidatures uniques, et bien, les trois portefeuilles et les onze sièges de députés du parti libéral resteront vacants. Mais passé le délai d'un mois, ils seraient redistribués. De quoi faire réfléchir les protagonistes de cette discorde... L'exécutif appartiendra désormais au Conseil des ministres et aucun parti ne disposera à lui seul d'une minorité de blocage, ni au gouvernement, ni à l'Assemblée nationale. Mais le chef de l'Etat peut difficilement continuer à traîner les pieds face à l'impatience grandissante de la communauté internationale. »

## 491/ Afrique soir (1994 JAF 0052 C)

P = Edmond Sadaka

T = A la veille de la mise en place des institutions de la transition, la violence politique au Rwanda avec cinq morts hier à Kigali.



P : ...On s'achemine vers la fin d'une impasse politique longue de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois...

**Itw d'Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre (Thierry Perret) :**

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 22 février 94 (1994 JAF 0053)

**492/ Afrique matin (1994 JAF 0053 A)**

P = Assane Diop

T = Le secrétaire général du parti social démocrate assassiné la nuit dernière à Kigali. Félicien Gatabazi a été tué par des hommes armés lors d'une embuscade. Cette violence risque de compromettre l'investiture du gouvernement et du Parlement de transition prévue aujourd'hui.

P : ...Gatabazi devait occuper le portefeuille du ministère des Travaux publics et de l'Energie. Frédéric Nzamurambo, président du parti social démocrate, raconte les circonstances de l'assassinat de Félicien Gatabazi.

**Itw de Frédéric Nzamurambo, président du parti social démocrate (Dominique de Courcelles) :**

«On était dans une réunion ensemble. Il y avait le Premier ministre désigné, le président du PDC, le premier vice-président du parti libéral... Je suis entré chez moi. J'ai entendu trois ou quatre coups de feu en direction de son habitation. J'ai téléphoné... Ces enfants me disaient qu'ils ne pouvaient pas l'amener à l'hôpital parce que les tueurs étaient encore à la porte. Alors on a téléphoné à la Minuar qui est allée dégager son habitation mais entre-temps il était mort.

**(Q. de D. de C. : Et qui a tiré sur lui ?)**

On ne sait pas encore mais je crois que ce sont ceux qui ne veulent pas que ... On s'était mis d'accord aujourd'hui, les cinq partis.

**(Q. de D. de C. : C'est aujourd'hui que devaient être mises en place les institutions. Qu'est-ce qui va se passer ?)**

Ca, je ne sais pas. En tout cas, dans un climat pareil, est-ce que ce sera possible ? »

P : ...Par ailleurs, le président Juvénal Habyarimana a porté plainte contre plusieurs organisations de droits de l'homme, parmi lesquels la fédération internationale des droits de l'homme. Cette procédure a été engagée par la justice rwandaise à la demande du chef de l'Etat, accusé par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme d'être directement responsable dans plusieurs massacres de population civile. La réaction de maître Daniel Jacobi, responsable français de la fédération internationale des droits de l'homme.



**Itw de maître Daniel Jacobi, responsable français de la fédération internationale des droits de l'homme (Thierry Perret) :**

« Pourquoi maintenant ? Pourquoi 100 millions de francs de dommages et intérêts ? Nous en sommes réduits à des conjectures. Il est certain qu'il s'agit d'une action d'intimidation de la part du chef de l'Etat rwandais... Le travail qui a été fait n'est pas un travail simple. C'est un rapport d'une centaine de pages. Et l'on voit que chacune des allégations, des accusations, a été vérifiée et recoupée. Et nous sommes absolument certains des informations qui ont été diffusées dans ce rapport. Ce rapport implique la responsabilité au plus haut niveau et donc du chef de l'Etat rwandais dans des massacres commis à l'égard de populations civiles. »

**493/ Afrique midi (1994 JAF 0053 B)**

P = Donaig Le Du

T = Assassinat politique hier au Rwanda. Félicien Gatabazi, l'un des responsables du parti social démocrate... a été abattu devant chez lui. Résultat : la cérémonie au cours de laquelle le gouvernement et le Parlement de transition devaient prêter serment, cette cérémonie est à nouveau reportée. Le pays s'enfonce dans l'impasse politique.

P : ... Ce matin, une certaine confusion régnait à Kigali avec des barricades érigées à certains points de la ville...

**Pap. de Muriel Pomponne :**

« Les cérémonies d'investiture auraient du commencer il y a une demi-heure. Finalement, l'actuel Premier ministre Agathe Uwilingiyimana vient de faire une déclaration sur Radio Rwanda pour annoncer leur report. Dans la même déclaration, elle demande instamment au chef de l'Etat de prendre position, de préciser une bonne fois pour toutes quand le gouvernement de transition à base élargie et le Parlement pourront entrer en fonction... Mais durant toute la matinée, Mme le Premier ministre a vainement attendu les instructions pour organiser la cérémonie. Le chef de l'Etat n'a pas dit non mais il ne s'est pas déplacé. C'est le troisième report en deux mois. La situation politique se dégrade pendant ce temps... Aujourd'hui Kigali a peur. Les boutiques sont fermées, chacun reste chez soi. Des barricades ont été dressées dans certaines rues. Une situation qui inquiète le représentant du secrétaire général des Nations unies, M. Booh Booh. Il invite tous les participants aux nouvelles institutions à aplanir leurs différends, demande que ces institutions soient mises en place sans délai et rappelle qu'il n'est pas sûr de continuer à bénéficier du soutien du Conseil de sécurité si des progrès substantiels dans l'établissement de la paix ne sont pas enregistrés. »



**Itw de Frédéric Nzamurambo, président du parti social démocrate (Dominique de Courcelles) :**

Extrait diffusé :

«On était dans une réunion ensemble. Il y avait le Premier ministre désigné, le président du PDC, le premier vice-président du parti libéral...Je suis entré chez moi. J'ai entendu trois ou quatre coups de feu en direction de son habitation. J'ai téléphoné. Ces enfants me disaient qu'ils ne pouvaient pas l'amener à l'hôpital parce que les tueurs étaient encore à la porte. Alors on a téléphoné à la Minuar qui est allée dégager son habitation mais entre-temps il était mort. »

#### **494/ Afrique soir (1994 JAF 0053 C)**

P = Edmond Sadaka

T = Le processus de paix semble à nouveau menacé. Après la mort au cours des dernières 24 heures de deux dirigeants politiques, l'installation des nouvelles institutions de la transition a été reportée sine die.

P : Hier on apprenait la mort de Félicien Gatabazi...et aujourd'hui, suite à ce meurtre, une foule en colère s'en est pris à un autre dirigeant politique, Martin Bucyana. Il a été mortellement blessé par des manifestants. Il était considéré comme un dirigeant radical hutu...

**Pap. de Muriel Pomponne :**

«...Hier la situation politique s'était subitement tendue. Des militants de la Coalition pour la Défense de la République, la CDR, un mouvement extrémiste qui veut avoir sa place dans le partage du pouvoir, avaient pris en otage pendant quelques heures des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. Ensuite, ce fut l'assassinat de Félicien Gatabazi... Et aujourd'hui, à Butare, la ville dont M. Gatabazi est originaire, une foule en colère a lynché le président de la CDR, soupçonné par certains d'être impliqué dans la mort du leader du parti social démocrate. La tension monte à Kigali. Des barricades ont été dressées dans certaines rues. Ce soir, les autorités ont décrété le couvre-feu de 19h à 5h du matin. »

-

- Journaux Afrique du 23 février 94 (1994 JAF 0054)

#### **495/ Afrique matin (1994 JAF 0054 A)**

P = Assane Diop

T = Deux responsables politiques assassinés entre lundi et mardi. Après le meurtre de Félicien Gatabazi, le secrétaire général du parti social démocrate, c'est un responsable de la majorité présidentielle qui a été lynché en représailles.

P : Vendetta politique...

**Pap. de Muriel Pomponne :**

« ...Le représentant des Nations unies s'apprête donc à reprendre son bâton de pèlerin pour rapprocher les points de vue des uns et des autres. »

P : Le Premier ministre pressenti affirme que le chef de l'Etat a convoqué la cérémonie d'investiture du gouvernement pour ce matin mercredi 10h heure locale. Par ailleurs, Boutros Boutros-Ghali a invité la classe politique rwandaise a exercé, je cite, un maximum de retenue. Quant à la Belgique, elle s'est déclarée indignée par les deux assassinats.

**496/ Afrique midi (1994 JAF 0054 B)**

P = Donaig Le Du

T = Des affrontements auraient fait au moins sept morts la nuit dernière à Kigali après l'assassinat de deux responsables politiques. La cérémonie d'investiture des institutions n'a pas pu avoir lieu ce matin comme prévu.

P : ... Pour l'instant, il semble que les incidents continuent de manière assez désordonnée.

**Itw de Léon Stouffs, un des responsables de la Croix rouge belge (Anne Corpet) :**

« Il y a eu des affrontements sporadiques dans certains quartiers de la ville... On a dénombré 7 morts et une vingtaine de blessés... »

**(Q. d'A. C. : Est-ce que les affrontements se poursuivent actuellement ?)**

Il y a un quart d'heure, il y avait des affrontements... Après toutes les manifestations, il y a des espèces de casseurs, qui, alors eux, molestent les gens, jettent des pierres, etc. »

**497/ Afrique soir (1994 JAF 0054 C)**

P = Edmond Sadaka

T = Aggravation de la crise au Rwanda. Plusieurs dizaines de victimes en l'espace de deux jours. Le report de l'investiture des institutions de transition.

**Pap. de Dominique de Courcelles :**

« Si la case départ, c'est la situation qui prévalait avant l'accord de paix d'Arusha, on en est vraiment pas très loin. La situation est grave. Et de provocation en provocation, un rien pourrait la faire repartir dans la guerre... Au moins 37 morts dans les rues de Kigali... Et aujourd'hui même, l'attaque d'un convoi d'une centaine



de membres du FPR pourtant escortés par des casques bleus. L'enjeu de cette flambée de violences : l'impasse politique la plus totale... La cérémonie de ce matin a été boycottée par plusieurs partis d'opposition et par le Premier ministre désigné. Ils accusent le président Habyarimana d'avoir désigné arbitrairement les ministres et les députés sans tenir compte des accords passés au sein des partis politiques qui doivent eux-mêmes désigner leurs candidats. Le chef de l'Etat a annoncé pour vendredi une réunion politique réunissant tous les partis politiques. Reste à savoir qui viendra ? »

P : ...Christian Chesnot lui a demandé qui était selon lui responsable de cette nouvelles flambée de violences.

**Itw de Jacques Roger Booh Booh, le représentant du secrétaire général des Nations unies au Rwanda (Christian Chesnot) :**

«Je pense que ce sont les Rwandais toute tendance confondue parce que lorsqu'ils sont venus voir les Nations unies à New York, ils composaient une délégation conjointe. Ils ont pris des engagements... Mon rôle est de promouvoir le dialogue, d'inciter les Rwandais à rechercher un compromis politique. On a été très optimiste... On s'aperçoit que c'est pas facile. Qu'il faut, comme en Yougoslavie, comme en Somalie, comme partout, apprendre à gérer tous les facteurs irrationnels, ethniques, émotionnels de ce genre de problème. Nous vivons cela ici. Il faut être patient, encourager toutes les parties à discuter, à ne pas reprendre la guerre. Si la guerre reprenait ici, nous n'avons pas de mandat de nous y impliquer. Notre rôle serait de nous retirer, purement et simplement. »

P : ...La France a condamné avec fermeté aujourd'hui les assassinats de deux responsables politiques, exhortant toutes les parties à surmonter leurs querelles et à mettre en place dans les plus brefs délais les institutions de transition.

- Journaux Afrique du 24 février 94 (1994 JAF 0055)

**498/ Afrique matin (1994 JAF 0055 A)**

P = Assane Diop

T = 37 morts, c'est le bilan des affrontements après l'assassinat de deux responsables politiques...

P : ...La majorité de la population de Kigali qui craint une reprise de la guerre a fui vers l'intérieur du pays...

**Pap. de Dominique de Courcelles :**

Extrait diffusé :

« Un rien pourrait faire repartir le Rwanda dans la guerre... Au moins 37 morts dans les rues de Kigali... Et aujourd'hui même, l'attaque d'un convoi d'une centaine de membres du FPR pourtant escortés par des casques bleus. L'enjeu de cette flambée de violences : l'impasse politique la plus totale... La cérémonie de ce matin a été boycottée par plusieurs partis d'opposition et par le Premier ministre désigné. Ils accusent le président Habyarimana d'avoir désigné arbitrairement les ministres et les députés sans tenir compte des accords passés au sein des partis politiques qui doivent eux-mêmes désigner leurs candidats. Le chef de l'Etat a annoncé pour vendredi une réunion politique réunissant tous les partis politiques. Reste à savoir qui viendra ?

+

En tout état de cause, le FPR a déclaré qu'il se réservait le droit de légitime réponse si les violences qu'il attribue au président Habyarimana se poursuivaient.»

P : Les Nations unies ont déclaré que si la guerre reprenait, elles se retireraient du pays. L'investiture du gouvernement a été reportée sine die. Le Premier ministre désigné en rejette la responsabilité sur le président Habyarimana. Faustin Twagiramungu affirme que le meurtre du secrétaire général du PSD est un assassinat politique.



# Mars 1994

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 02 mars 94 (1994 JAF 0061)

## 499/ Afrique soir (1994 JAF 0061 C)

P = Edmond Sadaka

P : Situation politique toujours bloquée. Quelques jours après les violences qui avaient fait plusieurs dizaines de morts à Kigali, vous le savez peut être, le week end dernier, le président Habyarimana avait convoqué le bureau politique des cinq partis rwandais, à l'exception du FPR. L'enjeu de cette rencontre, c'était bien sûr la répartition des postes... Force est de constater que les choses n'évoluent pas. C'est toujours l'impasse.

### **Pap. de Monique Mas :**

«Kigali est sous haute tension alors que le marchandage politique continue sous la pression du président Habyarimana. L'enjeu, c'est toujours la répartition des postes...L'accord de paix avait tranché pour un partage qui ne donnait de minorité de blocage à aucun des partis... Visiblement, le chef de l'Etat table sur les factions dissidentes des deux partis qui ont éclaté pour se refaire une majorité. Le 18 février dernier, tous les partis, y compris le sien, avaient accepté un compromis mais la veille de l'investiture, un des chefs de l'opposition a été assassiné...Le président Habyarimana est remonté au créneau pour imposer ses choix au Premier ministre issu de l'accord de paix. Le président de la Cour constitutionnelle, qui doit investir les députés, craint lui pour sa sécurité. Quant au FPR, il considère que ces entraves politiques et aussi l'embuscade dans lequel il a perdu un homme la semaine dernière constitue une déclaration de guerre de la part du président Habyarimana. »

- Journaux Afrique du 03 mars 94 (1994 JAF 0062)

## 500/ Afrique matin (1994 JAF 0062 A)

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ TOUJOURS BLOCAGE POLITIQUE (MAS)

- Journaux Afrique du 10 mars 94 (1994 JAF 0070)

### **Afrique matin (1994 JAF 0070 A)**

BANDE MANQUANTE

Contenu de la notice Loris :  
Rwanda (M. MAS) le point

- Journaux Afrique du 15 mars 94 (1994 JAF 0074)

### **501/ Afrique midi (1994 JAF 0074 C)**

P = Donaig Le Du

P : Le Rwanda qui s'enlise dans la crise politique. C'est un reportage de François Ryckmans à Kigali, notre confrère de la radio télévision belge.

#### **Enrobé de François Ryckmans de la RTBF (à Kigali) - 1<sup>ère</sup> partie :**

«Dans la capitale du Rwanda circulent les véhicules des organisations humanitaires et surtout les jeeps et les blindés légers des casques bleus. On patrouille la nuit, c'est le couvre feu, la ville est inquiète. Les armes et des grenades circulent. Les quartiers organisent des milices armées d'arcs et de massues. Il y aura bientôt 2 500 casques bleus au Rwanda... Aujourd'hui c'est le blocage complet. Il n'y a toujours ni gouvernement, ni Parlement. Un vide politique et des rumeurs de reprise de guerre...

#### **Jacques Roger Booh Booh :**

J'aimerais rappeler ici que la Minuar constate tout simplement que la situation économique et sociale du pays se dégrade, que la famine fait des ravages, que l'insécurité s'installe et que les parties signataires d'Arusha n'honorent pas encore les engagements qu'ils ont pris. Le spectre d'une nouvelle guerre persiste. J'aimerais que vous vous souveniez que la Minuar ne pourra bénéficier d'un appui suivi que si les parties appliquent intégralement et rapidement les accords de paix d'Arusha. Le 4 ou le 5 avril, s'il n'y a pas de progrès substantiel dans l'accord de paix d'Arusha, nous ne sommes pas assurés de la poursuite de nos activités. Cela a été plusieurs fois rappelé par le Conseil de sécurité et récemment encore par le président du Conseil de sécurité.

#### **Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre :**

Nous avons des problèmes de sécurité. Tous les jours, les gens meurent assassinés. De pauvres paysans comme d'ailleurs des responsables politiques. Nous avons à l'intérieur du pays la famine qui fait rage... Les gens meurent de maladie... On a pas d'institutions à la hauteur de négocier avec nos donateurs, nos bailleurs de fonds



pour faire face à ces problèmes. La population désire la paix...La mise en place du gouvernement à base élargie, c'est la fin de la guerre, c'est la paix.

**François Ryckmans :**

Le Rwanda étouffe sous le poids des réfugiés. Ceux du Nord après la guerre, ceux du Sud, ceux du Burundi, venus en octobre. La population était traumatisée par le putsch et les massacres au Burundi, le pays cousin. Il y a quinze jours, deux responsables politiques étaient assassinés. Inquiétude...Les manoeuvres politiques ont provoqué une radicalisation des deux camps. Le centre est affaibli. La Premier ministre rwandaise dénonce les tactiques de division du président Habyarimana.

**Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre :**

Il y a de la mauvaise volonté, il y a même de l'irresponsabilité de certains responsables politiques. Il y a mon propre parti, le MDR, et il y a le parti libéral... A un certain moment, le président de la République s'est mis à soutenir une des tendances de ces partis. La division, la confusion, au sein de ces deux partis, a fait le blocage de la mise en place des institutions. On a joué des divisions sur base ethnique, je pense. C'est plus criant au niveau du parti libéral, où on considère qu'il y a une faction tutsie et une faction hutue. La population n'est pas prête à s'adonner à cet extrémisme. Les extrémistes, ils auront toujours tort, quelque soit leur appartenance ethnique. »

## 502/ Afrique soir (1994 JAF 0074 D)

P = Yves Rocle

**Enrobé de François Ryckmans de la RTBF (à Kigali) - 2ème partie :**

Le ministre belge de la Défense, Léo Delcroix, a rencontré samedi à Kigali le chef de l'Etat rwandais avec un message clair : prenez une initiative et très rapidement. Alors cela veut-il dire que le ministre belge pense que le président est à l'origine du blocage ?

**Léo Delcroix, ministre belge de la Défense :**

Moi personnellement, je ne veux pas dire ça. J'entends parfois ses adversaires dirent cela. J'ai dit au président que s'il veut garder la confiance de notre pays et de la communauté internationale, ce serait fort favorable qu'il prenne des initiatives afin qu'on ne puisse plus lui reprocher de retarder le processus. Et je crois qu'il a bien compris le message. Et j'espère qu'il va entreprendre quelque chose.

**(Q. de F. R. : Si la situation continue à pourrir ?)**

On va délibérer au sein du gouvernement. Je crois qu'il nous faut une attitude assez ferme afin que l'on ne puisse pas conclure que l'amour vient d'un seul côté.

**François Ryckmans :**

Dans l'hypothèse d'un déblocage, Léo Delcroix est partisan d'un assouplissement des directives de l'Onu. Il faut que les responsables militaires puissent sur place prendre des initiatives, par exemple, pour faire saisir des armes. Il y a quinze jours, Willy Klaes faisait lui aussi le voyage de Kigali. Il est minuit moins cinq, lançait alors



le ministre belge des Affaires étrangères, à tous les partis rwandais. Willy Klaes évoquait aussi l'idée, si le blocage persistait, d'arrêter la coopération avec le Rwanda. De son côté, on le sait, l'Onu pourrait arrêter la mission de maintien de la paix. Voilà des perspectives qui inquiètent la Premier ministre rwandaise.

**Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre :**

Voilà ce que je n'acceptais pas de la communauté internationale. J'ai eu l'impression qu'elle nous a abandonnés. Vous avez un régime dictatorial pendant vingt ans. Comment voulez-vous qu'on lâche comme ça, que le responsable de cette dictature puisse lâcher comme ça sans pressions quelconques. Nous pensons que la communauté internationale nous a fortement aidés pour arriver finalement à faire comprendre au chef de l'Etat que l'on pouvait mettre fin à la guerre par des négociations. La communauté internationale nous a aidés pendant toute la période des négociations, qui a duré à peu près deux ans. On a fait pression et le président a accepté de signer les accords d'Arusha. Pourquoi la communauté internationale ne continue pas ? Pour que ce dernier pas soit fait, la mise en application de ces accords d'Arusha qui ont été signés. Quant à nous abandonner, le peuple rwandais sera délaissé. Qu'est-ce qui va se passer ? Maintenant, nous nous trouvons à bout de force. La communauté internationale, je ne crois pas que c'est le moment de dire « je m'en vais ».

**(Q. de F. R. : Vous êtes pessimiste pour l'avenir?)**

Non. Moi je suis toujours optimiste. Nous devons encore une fois essayer de tout faire pour faire ce dernier pas. »

- Journaux Afrique du 17 mars 94 (1994 JAF 0076)

**503/ Afrique matin (1994 JAF 0076 A)**

P = Philippe Leymarie

T = La FAO lance un appel à propos du Rwanda. La situation alimentaire est critique dans l'ensemble du pays.

P : 26 000 km<sup>2</sup> seulement mais sept millions et demi d'habitants. Le Rwanda et avec son pays voisin, le Burundi, le pays le plus peuplé du continent en densité.

Aujourd'hui, selon la FAO, la situation alimentaire est critique dans l'ensemble du pays. Et seule une aide internationale urgente pourrait éviter la famine.

**Pap. de Monique Mas :**

«La première récolte de 1994 représentera moins des deux tiers de celle de 1993...cela à cause de la sécheresse mais aussi à cause des centaines de milliers de paysans qui ont du quitter leurs terres pour cause de guerre...Il faudra donc recourir à l'aide internationale, qui assiste déjà les centaines de milliers de Burundais réfugiés au Rwanda, qui s'ajoute donc aux déplacés de guerre et aux réfugiés rwandais qui ont commencé à rentrer au pays spontanément depuis la signature de l'accord de paix.



Un fardeau épouvantable pour ce minuscule pays. Un pays en panne puisque ses institutions de transition n'ont toujours pas pu être installées, alors que l'insécurité et les assassinats politiques font des ravages. Une patrouille de l'Onu a encore découvert hier les corps de cinq personnes assassinées dans la zone qu'elle contrôle. De leurs côtés, cinq organisations internationales des droits de l'homme dénoncent la distribution d'armes aux civils et s'inquiètent de l'amnistie réclamée par l'ancien parti unique comme condition à un déblocage politique. »

- Journaux Afrique du 20 mars 94 (1994 JAF 0079)

#### 504/ Afrique matin (1994 JAF 0079 A)

P = Philippe Leymarie

P : C'est peut être la fin du tunnel pour la crise politique. Après de nombreux retards, des reports, des polémiques, les organes de transition pourraient être bientôt installés.

**Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné (Dominique de Courcelles) :**

« Aujourd'hui, nous pensons que tout est prêt. La liste des députés est prête. La liste des ministres est prête également. Ce qu'il reste donc, ce sont les cérémonies de prestation à une date qui sera convenue entre le FPR et le gouvernement rwandais. Il faudrait que ça se fasse rapidement.

**(Q. de D. de C. : Vous pensez que cette fois-ci sera la bonne et qu'il n'y aura pas encore une fois un nouveau prétexte, quelque chose qui va retarder cette prestation de serment ?)**

Je ne crois qu'il puisse y avoir d'autres prétextes. Et même s'il y avait prétexte d'un des partis politiques, à ce moment-là, l'accord de paix est clair. Nous constatons qu'il y a défaillance des partis politiques et de là, les autres partis politiques se partagent les portefeuilles. Le président de la République, s'il a un problème avec un ministre ..., il peut refuser d'établir les actes de nomination mais cela ne peut pas empêcher à ce que le gouvernement de transition à base élargie puisse être constitué. »

# Avril 1994

P = présentateur

T = titres du journal

## - Journaux Afrique du 03 avril 94 (1994 JAF 0093)

### 505/ Afrique soir (1994 JAF 0093 C)

P = Edmond Sadaka

P : 800 000 Rwandais menacés de famine. C'est ce qui ressort d'un rapport de l'organisation humanitaire Oxfam. L'organisation Caritas avance de son côté le chiffre d'un million et demi de personnes. Cette situation nécessite en tout cas des secours d'urgence de la part de la communauté internationale.

L'itw de P. Gaillard n'est pas diffusée.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ FAMINE (SON PH.GAILLARD) DELEGUE CICR

## - Journaux Afrique du 04 avril 94 (1994 JAF 0094)

### 506/ Afrique midi (1994 JAF 0094 C)

P = Donaig Le Du

T = 500 000 personnes menacées directement par la famine. Un rapport alarmant de l'organisation humanitaire Oxfam.

P : ...Ce rapport estime qu'il y a actuellement entre 800 000 et 2 millions et demi de personnes affectées à des degrés divers par la malnutrition. Un chiffre effrayant mais qui ne surprend pas le délégué du CICR à Kigali.

#### **Itw de P. Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Assane Diop) :**

« Le Rwanda est un pays sous perfusion humanitaire depuis le début de la guerre. Cette guerre a provoqué le déplacement d'un million de personnes, qui provenaient du Nord du Rwanda. Le Nord est le grenier du Rwanda. Toute la production a été bloquée pendant trois ans. Deuxième facteur : suite au coup d'Etat du 21 octobre 93 au Burundi, 300 000 personnes burundaises se sont réfugiées au Rwanda... Troisième facteur : c'est le retard dans la saison des pluies... »



- Journaux Afrique du 05 avril 94 (1994 JAF 0095)

**507/ Afrique matin (1994 JAF 0095 A)**

P = Philippe Leymarie

P : Le secrétaire général de l'Onu demande qu'un accord soit conclu sans retard, ni attermoisement, en vue de l'installation des institutions de transition. Il avertit que si aucun progrès n'est fait dans les deux mois, les Nations unies pourraient revoir les conditions de leur engagement.

Le papier de Jacques Tiziou n'est pas diffusé.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA L'ONU MENACE DE SE RETIRER DU PROCESSUS DE NEGOCIATION ACCORDS D'ARUSHA SI LES CHOSES TRAINENT PAP J TIZIOU

- Journaux Afrique du 06 avril 94 (1994 JAF 0096)

**508/ Afrique matin (1994 JAF 0096 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = Sommet des chefs d'Etat d'Afrique centrale et orientale aujourd'hui à Dar es-Salam. Au menu : la persistance des rivalités ethniques au Burundi et peut être les retards dans l'application des accords de paix au Rwanda.

P : Ce n'est un secret pour personne que la Tanzanie suit de près, de très près même, ce qui se passe chez ses voisins du Rwanda et du Burundi. Après avoir poussé rébellion et gouvernement rwandais à signer l'an passé les accords d'Arusha, le président tanzanien se préoccupe maintenant du Burundi secoué par des rivalités ethniques sanglantes depuis la tentative de coup d'Etat d'octobre dernier. Il a même réussi à intéresser à la question plusieurs chefs d'Etat de la région. D'où le sommet d'aujourd'hui à Dar es-Salam. Un sommet qui pourrait aussi, pourquoi pas, parler du Rwanda. Mais ce n'est pas du goût de tout le monde.

**Pap. d'Edmond Sadaka :**

« ...Le président tanzanien avait multiplié ces dernières semaines les appels à la communauté internationale pour qu'elle contribue au rétablissement de la paix au Burundi... Autre dossier qui a toutes les chances d'être abordé à Dar es-Salam, la crise que connaît le Rwanda voisin... Mais l'opposition burundaise n'est pas d'accord. Elle rejette d'ors et déjà tout amalgame entre les deux situations. Elle juge

d'ailleurs cette réunion de Dar es-Salam inopportune et met en garde les chefs d'Etat de la sous région contre toute perspective d'envoyer des troupes étrangères dans le pays.»

P : Le Conseil de sécurité de l'Onu a décidé hier de prolonger de quatre mois le mandat de la Minuar. Mais, car il y a un mais, le Conseil a prévenu que le rôle de l'Onu dans le pays pourrait être revu si des progrès dans l'application des accords de paix d'Arusha n'étaient pas accomplis dans les six semaines.

### **509/ Afrique midi (1994 JAF 0096 B) - 6 avril 1994**

P = Donaig Le Du

#### **Pap. d'Edmond Sadaka :**

Diffusé le matin

P : Le Conseil de sécurité de l'Onu a prolongé hier soir de quatre mois le mandat de la Minuar...

#### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

« Finalement, l'Onu décide de maintenir sa mission. Pourtant, depuis plusieurs semaines, elle menace régulièrement de partir si les accords de paix d'Arusha ne sont pas respectés. Ils ne le sont toujours pas... Depuis quatre mois, les cérémonies d'investiture n'ont fait qu'être reportées. Principalement à cause d'un président de la République qui n'est pas pressé de se voir déposséder de l'essentiel de ses prérogatives. Le pays est donc aujourd'hui politiquement bloqué... Tout cela se passant sous les yeux des 2 500 casques bleus de l'Onu, impuissants, réduits au rôle de simples observateurs puisque leur mandat leur interdit d'intervenir. Il y a quelques jours, le représentant des Nations unies à Kigali avait menacé de mettre fin à une mission onéreuse, qui apparemment apporte peu de résultats, ou alors de la rendre plus interventionniste. Le Conseil de sécurité a tranché. Il donne une nouvelle chance de quatre mois au pays. Il redemande aux différentes parties de régler sans délai leurs divergences et d'installer immédiatement les institutions. Faute de quoi, le sursis accordé aujourd'hui pourrait bien être le dernier. Rendez-vous dans six semaines pour une nouvelle évaluation de la situation et du rôle de l'Onu. »



## **Afrique soir (1994 JAF 0096 C)**

P = Yves Rocle

BANDE MANQUANTE !

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ CASQUES BLEUS RESTENT SUR PLACE (DE COURCELLES)

- Journaux Afrique du 07 avril 94 (1994 JAF 0097)

### **510/ Afrique matin (1994 JAF 0097 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = La mort des présidents rwandais et burundais près de l'aéroport de Kigali cette nuit. Et puis des combats qui se poursuivent ce matin dans la capitale rwandaise.

T = L'avion présidentiel rwandais s'est donc écrasé hier soir à l'atterrissage à Kigali. A son bord une dizaine de personnes. Parmi elles, les président Habyarimana du Rwanda et Ntaryamira du Burundi. Des témoins parlent de tir à la roquette contre l'appareil. Et ce matin, on tire toujours dans les rues de Kigali.

P : La mort des présidents rwandais et burundais. Hier soir et ce matin, le cours des choses qui semblent s'accélérer au Rwanda, en tout cas. Une carcasse calcinée, les restes de l'avion du président rwandais qui s'est écrasé non loin de Kigali. Des témoignages qui parlent aussitôt d'explosion, ou encore de tirs à la roquette essuyés par l'appareil. De la stupeur pour ceux qui apprennent la nouvelle et quelques heures plus tard, des tirs dans les rues de Kigali. Je vous propose d'écouter le témoignage du Premier ministre rwandais, Mme Agathe Uwilingiyimana, jointe tout à l'heure par téléphone par Monique Mas.

#### **Itw d'Agathe Uwilingiyimana (Monique Mas):**

"On tire. On est terrorisé. On est à l'intérieur des maisons. On est couché par terre. Nous sommes en train de subir les conséquences de la mort du chef de l'Etat, je pense. Nous, les civils, nous n'y sommes pour rien, pour ce qui concerne la mort de notre chef de l'Etat. »

P : Des tirs donc dans les rues de Kigali ce matin mais après une nuit disons quelque peu surréaliste.



**Pap. de Dominique de Courcelles :**

« Oui, à Kigali, après une nuit plutôt calme, des fusillades sont maintenant entendues dans la ville, notamment contre la résidence du Premier ministre, totalement calfeutrée chez elle. Dès l'annonce de l'accident, faite par la radio du parti au pouvoir, les casques bleus avaient renforcé leurs patrouilles pour éviter les débordements. Le gouvernement rwandais a demandé à la population de rester calme et chez elle. Au Burundi voisin, la radio nationale et les autorités, dont le président de l'Assemblée nationale est devenu président par intérim, ont appelé au calme et une cellule de suivi de la situation a été mise en place immédiatement. Pour l'instant, cet appel au calme est entendu. Les circonstances de l'accident ou de l'attentat sont encore mal connues. Une chose sûre : tous les occupants de l'avion sont morts. Outre les deux présidents de la République, deux ministres burundais et tout l'équipage français. Des habitants proches de l'aéroport ont déclaré avoir entendu plusieurs explosions et des tirs sporadiques. Ils auraient vu un avion dans l'impossibilité de se poser et faisait des cercles au-dessus de l'aéroport. Selon l'ambassadeur du Rwanda et le ministre des Affaires étrangères, qui vient de faire une déclaration, il s'agit bel et bien d'un assassinat. Des inconnus auraient ouvert le feu au lance-roquettes, abattant le Mystère Falcon présidentiel au moment où il atterrissait. La Minuar n'a pour l'instant formuler aucune hypothèse mais elle fait état d'une forte explosion vers 21 heures locales et de tirs au sol à l'aéroport. Quant à l'état major de l'armée et de la gendarmerie rwandaise, ils n'ont donné aucune information de la nuit mais ce sont sans doute leurs armes que l'on entend en ce moment. »

P : Accident ou attentat ? Ce qui est sûr, c'est qu'il existe au Rwanda des gens prêts à profiter de la mort du président Habyarimana et d'une situation toujours trouble dans le pays malgré les accords de paix de l'an passé.

**Pap. de Monique Mas :**

« Oui, profiter de différentes manières d'ailleurs. Le Premier ministre elle-même voit bien évidemment un lien entre ces tirs et la mort du président Habyarimana. Elle a essayé d'entrer en contact avec l'état major de l'armée gouvernementale. En vain. L'absence de réponses semble indiquer que ce sont bien des militaires qui tirent dans les rues de Kigali. L'armée qui prendrait donc pour cible ce Premier ministre, symbole d'une transition difficile... Cette armée gouvernementale, à dominante hutue, est aussi travaillée par une fracture régionaliste, entre d'une part, les Nordistes du général Habyarimana, et d'autre part, les Sudistes, rescapés des purges, qu'il s'était employé à conduire à partir de son coup d'Etat en 73. Ce dernier carré sudiste pouvait craindre d'être plus ou moins laissé pour compte par l'accord de paix... En tout cas, quoi qu'il en soit des auteurs de l'attentat, la mort du chef de l'Etat, c'est aussi celle de la seule institution en fonction, la présidence. Puisque ni le gouvernement, ni le Parlement de transition n'ont encore pu être installés. »



## 511/ Afrique midi (1994 JAF 0097 B) - 7 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les présidents du Rwanda et du Burundi tués hier soir dans un accident d'avion à Kigali... Il semble que l'avion ait été atteint par une roquette ou un missile. La thèse de l'attentat semble en tout cas la plus vraisemblable pour le moment. Les communications téléphoniques avec les deux pays sont assez perturbées depuis ce matin. Apparemment la situation est plutôt calme à Bujumbura. A Kigali, en revanche, une tension extrême ce matin et des combats dans la ville.

P : ... Ce matin, les communications téléphoniques avec Kigali en particulier étaient très difficiles. Ghislaine Dupont, vous avez tout de même réussi à avoir des détails sur la situation dans les deux capitales. Et apparemment à Kigali, la situation est extrêmement tendue.

### **Pap. de Ghislaine Dupont :**

«Des tirs à la grenade et à la roquette sont toujours entendus en ce moment même dans la capitale... Il y aurait eu ce matin des combats autour du Palais présidentiel. Personne ne sort dans les rues et selon des sources occidentales sur place, ni la gendarmerie, ni l'armée ne contrôlerait la situation. Il y aurait eu des tirs, selon certaines sources, à l'intérieur de plusieurs casernes autour de Kigali. Ceux qui tirent dans les rues sont pour l'instant difficilement identifiables mais ils se livrent au pillage et à la chasse aux ministres. Le Premier ministre aurait eu le temps de se réfugier dans les locaux du Pnud qui auraient été ensuite la cible de tirs au mortier. Le ministre des Affaires sociales a lui, selon des diplomates, été tué ce matin. Trois autres membres du gouvernement et trois observateurs militaires de l'Onu ont été pris en otage par des gardes présidentiels. C'est ce qu'affirme un responsable de la Minuar. D'autres sources encore parlent de l'arrestation du président de la Cour constitutionnelle. C'est lui qui devrait légalement assurer l'intérim de la présidence après le décès de Juvénal Habyarimana. Voilà pour l'instant les informations dont nous disposons sur la situation extrêmement confuse qui règne en ce moment à Kigali. »

P : Revenons sur les circonstances exactes du drame. Un drame qui a eu lieu à 20h30 heure locale à Kigali.

### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

«...Selon certaines sources, trouvant son avion trop lent pour rejoindre son pays, le président burundais aurait finalement décidé de monter dans le même avion que Juvénal Habyarimana. Donc, à priori, si attentat il y a, ce n'est peut être pas le président burundais qui aurait été visé. L'avion était plein à craquer. 14 personnes. Toutes ont trouvé la mort. Outre les deux présidents, deux ministres burundais, ceux



de la Communication et du Plan, cinq hauts responsables rwandais, dont le chef d'état major, et les trois membres de l'équipage français. Les circonstances mêmes de l'accident ne sont pas encore bien élucidées. Cependant, de nombreux témoignages concordent pour dire avoir entendu au moment du crash des tirs de lance-roquettes et une explosion violente. Des habitants proches de l'aéroport disent avoir vu un avion en difficulté tourné au dessus de l'aéroport. Et de source diplomatique française, on estime que l'avion a été touché en vol au moment où il allait atterrir. L'appareil est complètement calciné et la carlingue déchiquetée.»

P : La grande question est de savoir à qui profite le crime, si crime il y a eu ? Ni les Nations unies, ni les sources occidentales ne sont en mesure de s'avancer pour l'instant... Mais il est plus ou moins établi maintenant qu'il s'agissait d'un attentat...

**Pap. d'Assane Diop :**

« Au Rwanda comme au Burundi, ainsi qu'à l'extérieur, tous les observateurs craignent une montée de la tension avec la disparition brutale des deux présidents. Ce danger est d'autant plus redouté que dans la classe politique burundaise et rwandaise, on ne perçoit aucune personnalité capable de surmonter les clivages ethniques, source des affrontements. Le principal handicap pour restaurer la paix dans les deux pays est l'évidente présence d'extrémistes dans l'ensemble des camps politiques... »

**Corr. de Jean Hélène à Nairobi :**

«...Le Burundi doit maintenant se choisir un autre président, le troisième en moins de six mois, alors qu'en province et dans la capitale s'organise une résistance hutue contre l'armée dominée par les Tutsis. Le risque d'une reprise de la guerre civile dans le Rwanda voisin n'est pas loin. Témoin ces tirs qui ont été entendus ce matin dans la capitale où l'armée régulière et les combattants du FPR se font face depuis que le FPR a été autorisé à y cantonner quelques troupes en vertu des accords d'Arusha. »

P : Venons en aux réactions suscitées par cet accident. Le Conseil de sécurité a observé une minute de silence en mémoire des victimes. Conseil de sécurité qui a également lancé un appel au calme à la population des deux pays. La Belgique condamne fermement l'attentat... En France, le ministre de la Coopération, Michel Roussin, se déclare consterné.

**Itw de Richard Duquet, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères (Farida Ayari) :**

«D'abord, je veux dire que la France déplore le décès brutal du président du Rwanda et du Burundi. Nous présentons nos condoléances aux familles des présidents et aux familles des autres victimes. Vous savez que l'équipage était composé de Français... Nous n'avons pas d'éléments particuliers, d'informations sur les



circonstances dans lesquelles l'avion du président du Rwanda s'est écrasé hier soir à Kigali. Nous pensons qu'il est nécessaire qu'une enquête internationale soit menée pour déterminer précisément dans quelles conditions cet avion s'est écrasé et pour déterminer les responsabilités. »

P : Ce matin, une réunion d'urgence a été organisée à Paris avec des représentants de l'Elysée, de Matignon et des représentants des ministères de la Défense et des Affaires étrangères. Les forces françaises basées à Bangui ont été mises en état d'alerte. Une mesure automatique à chaque fois qu'une crise ou un conflit éclate dans un pays de la région. Il y a actuellement, selon les estimations du gouvernement, 600 ressortissants français au Rwanda et 700 au Burundi.

P : Nous accueillons dans ce studio les ambassadeurs du Burundi et du Rwanda en France.

**Itw de M. Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris (Donaig Le Du) :**

« Vous soulignez les difficultés de communications depuis hier soir, depuis que la nouvelle est parvenue à l'opinion... Les lignes sont encombrées et donc je n'ai pas d'éléments factuels à vous livrer... Une situation confuse à Kigali, des tirs, dont on ne connaît pas encore à l'heure actuelle l'origine. Des suppositions sont faites mais je ne pourrais pas vous confirmer la source de ces tirs. »

**Itw de Liboire Ngendahayo, ambassadeur du Burundi à Paris (Donaig Le Du) :**

« Il est difficile de joindre Bujumbura... mais quand même je suis parvenu à recevoir quelques coups de fil en provenance du pays où des gens qui ne sont pas nécessairement proches du pouvoir ont essayé de me tracer la situation. Ce qui se passe actuellement au Burundi, c'est qu'on peut lire sur le visage de tout passant la consternation... Cependant, actuellement, on peut compter sur les termes clairs de la Constitution du Burundi pour gérer la crise et je viens d'apprendre que le président de l'Assemblée nationale... a déjà adressé un message à la Nation, un message d'appel au calme, de courage, d'un peu d'espoir. Il s'est entouré de cinq personnalités pour constituer un comité de crise... »

**Suite de l'itw de M. Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris (Donaig Le Du) :**

« ...A l'aller, les deux chefs d'Etat étaient partis ensemble, et il était prévu et connu qu'ils reviendraient ensemble... »

**(Q. de D. le D. : Est-ce que vous pensez qu'on aurait pu en vouloir aux deux chefs d'Etat à la fois ?)**

Plusieurs raisons me poussent à ne pas exclure cette hypothèse.

**(Q. de D. le D. : Lesquelles ?)**



Des raisons qui tiennent à la géopolitique, à l'identité de problèmes et d'intérêts dans les deux pays. Et comme on l'a vu dans le passé, à plusieurs époques, les mêmes problèmes ont été posés pratiquement dans les mêmes termes.

**(Q. de D. le D. : Il faut dire qu'il s'agit de deux chefs d'Etat hutus ?)**

Tout à fait.

**(Q. de D. le D. : C'est à ça que vous pensez ?)**

Non, pas vraiment. Je pense à l'ensemble des éléments qui constituent la problématique politique dans les deux pays... On ne peut pas exclure que les deux chefs d'Etat aient eu les mêmes ennemis. Ceux qui ont perpétré l'attentat sont réellement les ennemis du peuple rwandais et burundais...

**(Q. de D. le D. : Monsieur l'ambassadeur du Burundi rappelait tout à l'heure que l'intérim était prévu à Bujumbura, qu'en est-il au Rwanda, puisque la présidence de la République était la seule institution encore en place puisqu'on attendait depuis quatre mois la mise en place des autres institutions de transition ?)**

...Le cas présent n'a pas fait l'objet d'aucune prévision quelque part. Donc réellement, on peut parler de vide juridique mais c'est surtout le vide politique qui est réel... Mais je fais confiance à nos hommes politiques ainsi qu'à nos forces armées pour ensemble essayer de trouver une solution pratique et surtout qui convienne au peuple rwandais.

**(Q. de D. le D. : Ca veut dire qu'actuellement plus personne n'a de légitimité pour prendre quelque décisions que ce soient finalement ?)**

Ca n'est pas ce que je dis parce que, contrairement à ce qui a été annoncé dans ce journal, en réalité au Rwanda nous avons un gouvernement. Un gouvernement de transition qui n'est pas encore élargi au FPR mais un gouvernement quand même... »

## **512/ Afrique soir (1994 JAF 0097 C) - 7 avril 1994**

P = Yves Rocle

T = Le chaos à Kigali au lendemain de la mort des présidents du Rwanda et du Burundi. Les soldats ont semé la terreur toute la journée dans la capitale. La liste des victimes est très longue. Parmi elles, on compte notamment le Premier ministre Agathe Uwilingiyimana.

P : Apparemment c'est une roquette qui a abattu hier le Falcon présidentiel mais on ignore toujours qui est à l'origine du tir... Chacun se terrant chez soi pour échapper aux soldats qui faisaient régner la terreur. La liste des victimes est déjà très longue. On signale la mort de 17 prêtres, de 2 casques bleus ghanéens et aussi d'Agathe Uwilingiyimana, le Premier ministre.

### **Pap. de Ghislaine Dupont :**

«Le Premier ministre a été tué dans le centre ville, près du Palais présidentiel mais on ne sait pas dans quelles conditions. La Minuar n'a pas été autorisée à se rendre sur les lieux... Plusieurs autres ministres de l'opposition ont été enlevés par la garde